

Brochure n° 3272 | Convention collective nationale

IDCC : 1760 | **JARDINERIES ET GRAINETERIES**

**Accord du 4 juin 2021**  
relatif aux salaires pour l'année 2021

NOR : ASET2150716M

IDCC : 1760

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**JAF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNECS CFE-CGC ;**

**FGTA FO ;**

**FS CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent accord a pour finalité de permettre l'extension de l'accord de salaires du 20 janvier 2021 en intégrant les dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés. Il ne remet pas en cause sa date d'effet, qui demeure au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les entreprises adhérentes à l'organisation patronale signataire.

**Article 1<sup>er</sup> | Grille des salaires**

Grille des salaires applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2021 base 151,67 heures

Coefficient hiérarchique	Poste	Taux horaire	Salaire mensuel	Valeur du point
155	Manutentionnaire en jardinerie/ graineterie Agent administratif 1 <sup>er</sup> échelon	10,25	1 554,58	10,03

Coefficient hiérarchique	Poste	Taux horaire	Salaire mensuel	Valeur du point
160	Employé(e) de jardinerie Vendeur(se) 1 <sup>er</sup> échelon Hôte-hôtesse de caisse 1 <sup>er</sup> échelon et/ou hôte-hôtesse d'accueil 1 <sup>er</sup> échelon Réceptionnaire	10,25	1 554,58	9,72
165	Agent administratif 2 <sup>e</sup> échelon	10,27	1 557,60	9,44
170	Vendeur(se) 2 <sup>e</sup> échelon Hôte-hôtesse de caisse 2 <sup>e</sup> échelon et/ou hôte-hôtesse d'accueil 2 <sup>e</sup> échelon	10,29	1 560,60	9,18
175	Secrétaire	10,31	1 564,50	8,94
180	Vendeur confirmé Comptable	10,43	1 582,20	8,79
185	Gestionnaire de rayon	10,63	1 613,20	8,72
190	Responsable de rayons	10,94	1 660,60	8,74
200	Responsable de secteur	11,43	1 734,00	8,67
220	Adjoint de direction	12,54	1 903,00	8,65
260	Responsable de point de vente	14,94	2 267,20	8,72
350	Directeur	20,21	3 066,00	8,76
400	Directeur régional	23,09	3 504,00	8,76

## Article 2 | Définition

Les signataires constatent que la définition des différents niveaux de classification telle qu'elle figure dans l'accord respecte le principe d'égalité salariale dans la mesure où elle ne contient pas de critères susceptibles d'induire une différence de rémunération entre les hommes et les femmes mais repose sur des critères liés, d'une part, aux connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle et d'autre part, aux capacités professionnelles découlant de l'expérience acquise, de l'autonomie, de la capacité d'initiative, de la technicité, du type d'activité exercé et des responsabilités exercées.

Il est rappelé aux entreprises de la branche qu'une différence de rémunération entre les salariés occupant un emploi similaire doit être justifiée par des raisons objectives et matériellement vérifiables.

## Article 3 | Majoration du dimanche

Dans l'article 5.7 de la convention collective, la 2<sup>e</sup> phrase du 2<sup>e</sup> alinéa est abrogée et remplacée par la phrase suivante :

« Les heures effectuées le dimanche bénéficient d'une majoration de 50 % du taux horaire de base du salarié concerné. »

#### **Article 4 | Sujets annexes**

Suite aux demandes des organisations syndicales relatives à une labellisation des frais de santé, les signataires entendent ouvrir des négociations portant sur la mise en place d'un régime frais de santé et ainsi trouver une solution d'assurance pour les entreprises de la branche.

Suite aux échanges entre les organisations syndicales et la commission patronale, il est convenu qu'une étude sera menée concernant la grille de classification aux fins notamment de l'ajuster aux évolutions des métiers des jardineries et animaleries.

#### **Article 5 | Entreprises de moins de 50 salariés**

Le présent accord s'applique également aux entreprises de moins de 50 salariés.

#### **Article 6**

Le présent accord sera adressé, à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, par la partie la plus diligente au ministère, en deux exemplaires dont un sur support papier et l'autre sur support électronique, ainsi qu'au conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord. Il entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les entreprises adhérentes à l'organisation patronale signataire et au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant son extension pour les autres.

Le présent accord pourra être dénoncé ou révisé dans les conditions des articles 1.3 et 1.5 de la convention collective nationale.

*Fait à Paris, le 4 juin 2021.*

(Suivent les signatures.)